

RCS : QUIMPER Code greffe : 2903

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de QUIMPER atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1974 B 00017 Numéro SIREN : 788 266 450 Nom ou dénomination : AUDIERNE DISTRIBUTION

Ce dépôt a été enregistré le 12/09/2022 sous le numéro de dépôt 5141

12 SEP. 2022

29000 QUIMPER

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 23 JUIN 2022

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2022

RESOLUTION PROPOSEE ET ADOPTEE A L'UNANIMITE

L'Assemblée Générale approuve la proposition de répartition des résultats qui lui a été présentée et, en conséquence, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice, savoir :

932 587.38 €

Comme suit :

- *Distribution de dividendes :*
- *Réserves facultatives :*

600 000.00 €

332 587.38 €

Total :

932 587.38 €

Le dividende, à répartir entre les 30 000 actions composant le capital social, est ainsi fixé à vingt euros (20 €) par action.

Il sera mis en paiement à compter du 1^{er} JUILLET 2022.

L'Assemblée reconnaît avoir été informée que, suite à la Loi de Finances pour 2018 :

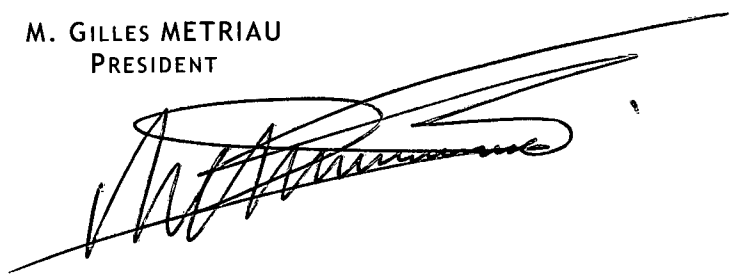
- *les revenus de capitaux mobiliers, perçus par des personnes physiques à compter du 1^{ER} Janvier 2018, sont en principe soumis à un prélèvement forfaitaire unique non libératoire (PFU, également appelé « flat tax ») de 12,8 % pour l'impôt sur le revenu auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %, portant ainsi l'imposition globale à 30 % ;*
- *par dérogation au PFU de 12,8 %, les contribuables peuvent opter pour une imposition de leurs revenus de capitaux mobiliers au barème progressif de l'impôt sur le revenu. L'option est globale et porte sur l'ensemble des revenus entrant dans le champ d'application du PFU. Elle est exercée chaque année lors du dépôt de la déclaration de revenus. En cas d'option pour le barème, l'impôt définitif sur les dividendes sera calculé après application de l'abattement de 40 % sur le montant brut prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts.*

Il est précisé que les dividendes qui ont été mis en distribution au cours des trois derniers exercices ont été de :

Exercices clos le	Dates AG	Nombres d'actions	Dividendes éligibles à l'abattement	Dividendes non éligibles à l'abattement
31/01/2020	18/07/2019 : 550 000,00 €	30.000	550 000,00 €	/
31/01/2021	23/07/2020 : 500 000,00 €	30 000	500 000,00 €	/
31/01/2022	22/07/2021 : 400 000,00 €	30 000	400 000,00 €	/

« COPIE CERTIFIEE CONFORME »

M. GILLES METRIAU
PRESIDENT



SAS AUDIERNE DISTRIBUTION

SAS au Capital de € 390 000

Route de la Pointe du Raz

29770 AUDIERNE

ETATS FINANCIERS AU 31/01/2022



Société Anonyme d'Expertise Comptable
Inscrite aux Tableaux de l'Ordre d'Alsace et de Bourgogne Franche-Comté
Capital : 120 000 Euros
RCS : MULHOUSE B 307 111 682

MUBEX MULHOUSE

12, rue de Pologne
68170 RIXHEIM
Tél : 03 89 44 41 12

MUBEX BELFORT

16, Avenue Jean Jaurès
90000 BELFORT
Tél : 03 84 28 11 44

experts-comptables@mubex.com
www.mubex.fr

Sommaire

Exercice du 01/02/2021 au 31/01/2022

BILAN	1
Bilan Actif	2
Bilan Passif	3
COMPTE DE RESULTAT	4
Compte de Résultat 1/2	5
Compte de Résultat 2/2	6
ANNEXE	7
Règles et méthodes comptables	8
Engagements hors bilan	11
Engagements pris en matière de retraite	12
INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	13
Immobilisations	14
Amortissements	15
Provisions au bilan	16
Créances et dettes	17
Produits à recevoir	18
Charges à payer	19
Charges constatées d'avance	20
Produits constatés d'avance	21
Produits et Charges exceptionnels	22

Etats financiers au 31/01/2022

BILAN

Bilan Actif

		31/01/2022			31/01/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	64 455	54 223	10 232	
	Fonds commercial (1)	45 300		45 300	45 300
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	434 474		434 474	434 474
	Constructions	5 409 823	2 052 383	3 357 440	3 641 574
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	2 207 877	1 921 611	286 265	379 807
	Autres immobilisations corporelles	681 804	545 336	136 467	99 252
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	190 640		190 640	190 640
	Créances rattachées à des participations	183 130		183 130	162 337
	Autres titres immobilisés	233 304		233 304	248 389
	Prêts	7 259		7 259	7 259
	Autres immobilisations financières	1 856		1 856	1 856
TOTAL (II)		9 459 921	4 573 554	4 886 367	5 210 887
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	22 475		22 475	22 122
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	1 525 874	52 401	1 473 473	1 556 019
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	30 952	2 254	28 698	31 326
	Autres créances	334 602		334 602	313 291
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	601 704		601 704	601 488
	DISPONIBILITES	519 408		519 408	196 222
	Charges constatées d'avance	71 809		71 809	73 022
	TOTAL (III)	3 106 823	54 655	3 052 168	2 793 490
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		12 566 744	4 628 209	7 938 535	8 004 377

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

192 245

171 452

(3) dont créances à plus d'un an

Copie certifiée conforme

Bilan Passif

		31/01/2022	31/01/2021
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	390 000	390 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	39 000	39 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	1 326 827	1 008 084
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	932 587	718 743
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	2 688 414	2 155 827
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 122 083	3 674 490
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	582 899	867 752
	Dettes fiscales et sociales	771 646	772 592
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	773 493	533 718
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	5 250 121	5 848 551
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	7 938 535	8 004 377
Total du bilan en centimes		7 938 535,20	8 004 377,37
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		2 673 213	2 730 830
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			11 693

Etats financiers au 31/01/2022

COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat 1/2

				31/01/2022	31/01/2021
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	22 818 854		22 818 854	20 617 447
	Production vendue (Biens)	14 874		14 874	2 911
	Production vendue (Services et Travaux)	364 982		364 982	330 156
	Montant net du chiffre d'affaires	23 198 710		23 198 710	20 950 514
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			17 736	17 622
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			48 524	34 239
	Autres produits			9 086	10 951
Total des produits d'exploitation (1)				23 274 056	21 013 325
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			17 625 863	15 517 121
	Variation de stock			81 379	146 566
	Achats de matières et autres approvisionnements			37 450	32 418
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			1 315 857	1 314 375
	Impôts, taxes et versements assimilés			187 709	207 872
	Salaires et traitements			1 895 326	1 807 403
	Charges sociales du personnel			494 617	456 345
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			464 803	464 148
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations			54 655	48 524
- sur actif circulant					
Dotations aux provisions					
Autres charges			927	37	
Total des charges d'exploitation (2)				22 158 585	19 994 808
RESULTAT D'EXPLOITATION				1 115 471	1 018 517

Compte de Résultat 2/2

		31/01/2022	31/01/2021
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 115 471	1 018 517
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	51 569	27 889
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		9
	Autres intérêts et produits assimilés (3)		
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 317	2 013
Total des produits financiers		53 886	29 910
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	89 364	99 709
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		89 364	99 709
RESULTAT FINANCIER		(35 478)	(69 799)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		1 079 992	948 718
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	1 264	36 004
	Sur opérations en capital	203 938	12 303
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	205 202	48 307
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	11 716	12 748
	Sur opérations en capital	31 482	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	43 198	12 748
RESULTAT EXCEPTIONNEL		162 004	35 559
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES		309 409	265 534
TOTAL DES PRODUITS		23 533 144	21 091 542
TOTAL DES CHARGES		22 600 556	20 372 799
RESULTAT DE L'EXERCICE		932 587	718 743
Résultat de l'exercice en centimes		932 587,38	718 742,83
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

Etats financiers au 31/01/2022

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2019 (PCG 2019).

Le PCG 2019 correspond au règlement ANC n°2014-03 du 05 juin 2014 modifié des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels figurant à l'actif font l'objet d'un amortissement linéaire sur 12 mois.

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

Fonds de commerce :

En application des dispositions du règlement ANC (Autorité des Normes Comptables) n°2015-06 sur les actifs incorporels, des tests de dépréciation ont été menés afin de s'assurer de la nécessité ou non de déprécier le fonds de commerce : aucune dépréciation n'a été détectée sur la valeur de ce fonds de commerce en raison du fait que sa valeur actuelle est supérieure à sa valeur nette comptable.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après ;
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque immobilisation corporelle.

Règles et Méthodes Comptables

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de ristournes au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les explications concernant ces engagements figurent dans la partie "Engagements hors bilan".
Les engagements de retraite ne font l'objet d'aucune provision comptable.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations financières** :
 - > Titres de participations : La société n'a pas opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
 - > Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

Règles et Méthodes Comptables

ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L EXERCICE

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

COVID19

En date du 30 Janvier 2020, l'OMS déclare une Urgence de Santé Publique de Portée Internationale (USPPI) après avoir confirmé, le 22 Janvier 2020, la transmission interhumaine du virus Covid-19.

Le 11 Mars 2020, l'OMS estime que la Covid-19 peut être qualifiée de pandémie mondiale.

Le 16 Mars 2020, le Gouvernement instaure un confinement général à compter du 17 Mars 2020 jusqu'au 11 Mai 2020.

L'état d'urgence sanitaire a été instauré sur l'ensemble du territoire national le 24 Mars 2020 avec la publication de la loi du 23 Mars 2020 pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

Il a été prolongé jusqu'au 10 Juillet 2020 par la loi du 11 Mai 2020.

L'état d'urgence sanitaire a été instauré à nouveau par la loi du 14 Octobre 2020 et prolongé jusqu'au 16 Février 2021 inclus par la loi du 15 Novembre 2020.

En date du 29 Octobre 2020, le Gouvernement a annoncé la mise en place d'un second confinement jusqu'au 27 Novembre 2020 inclus. Contrairement au premier confinement, cette fois les rayons dits "non essentiels" ont également dû être fermés pendant cette période.

Cet état d'urgence a encore une fois été prolongé jusqu'au 1er Juin 2021

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

L'activité et les résultats du nouvel exercice sont susceptibles d'être impactés :

- par l'amélioration de la situation sanitaire liée au contexte COVID,
- par la hausse des prix des matières premières et de l'énergie, liée au contexte COVID,
- par les fortes tensions inflationnistes, accentuées par le contexte international et géopolitique de début 2022.

Engagements hors bilan

DETTES ASSORTIES DE GARANTIES

CREDIT AGRICOLE (3 900 K €)

-Prêt à long terme en date du 10 octobre 2013 d'une durée de 15 ans
Montant à l'origine 3 900 000 €

Objet : Acquisition de l'immobilier
Garantie : Nantissement du fonds de commerce
Hypothèque non inscrite

Montant à la clôture 1 755 000 €

CREDIT AGRICOLE (1800 K €)

-Prêt à long terme en date du 10 Janvier 2017 d'une durée de 12 ans
Montant à l'origine 1 800 000 €

Objet : Extension et rénovation du magasin.
Garantie : Nantissement du fonds de commerce

Montant à la clôture 1 154 201 €

CREDIT AGRICOLE (400 K €)

-Prêt à moyen terme en date du 20 Juillet 2016 d'une durée de 6 ans
Montant à l'origine 400 000 €

Objet : Divers aménagement du magasin.
Garantie : Nantissement du fonds de commerce.

Montant à la clôture 98 519 €

Engagements pris en matière de retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, s'élève à : **172.168 euros**

Le montant n'est pas comptabilisé.

Etats financiers au 31/01/2022

INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/01/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	96 180		13 576			109 755
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	96 180		13 576			109 755
CORPORELLES	Terrains	434 474					434 474
	Constructions sur sol propre	4 675 261					4 675 261
	sur sol d'autrui						
	instal agencet aménagement	712 163		22 400			734 563
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 195 975		11 902			2 207 877
	Instal, agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	138 980		99 500		57 379	181 101
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	499 097		1 605			500 702
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 655 950		135 407		57 379	8 733 977
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	352 976		20 793			373 770
	Autres titres immobilisés	248 389		1 989		17 074	233 304
	Prêts et autres immobilisations financières	9 115					9 115
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	610 480		22 782		17 074	616 189
TOTAL		9 362 609		171 765		74 453	9 459 921

Amortissements

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/01/2022
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	50 880	3 344		54 223
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 880	3 344		54 223
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	1 499 382	236 538		1 735 920
sur sol d'autrui				
instal. agencement aménagement	246 467	69 996		316 463
Instal technique, matériel outillage industriels	1 816 168	105 443		1 921 611
Autres Instal, agencement, aménagement divers				
Matériel de transport	93 263	25 028	42 971	75 320
Matériel de bureau, mobilier	445 563	24 453		470 016
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 100 843	461 459	42 971	4 519 331
TOTAL	4 151 722	464 803	42 971	4 573 554

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal. agencement, aménag.							
Instal technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/01/2022
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	47 550	52 401	47 550	52 401
	Sur comptes clients	974	2 254	974	2 254
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	48 524	54 655	48 524	54 655
TOTAL GENERAL		48 524	54 655	48 524	54 655
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			54 655	48 524	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/01/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	183 130	183 130	
	Prêts	7 259	7 259	
	Autres immobilisations financières	1 856	1 856	
	Clients douteux ou litigieux	3 137	3 137	
	Autres créances clients	27 815	27 815	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 552	1 552	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	333 051	333 051	
	Charges constatées d'avances	71 809	71 809	
	TOTAL DES CREANCES	629 608	629 608	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/01/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	3 122 083	545 175	1 780 120	796 789
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	582 899	582 899		
	Personnel et comptes rattachés	469 429	469 429		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	151 840	151 840		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	46 938	46 938		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	103 440	103 440		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés	666 508	666 508		
	Autres dettes	106 985	106 985		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	5 250 121	2 673 213	1 780 120	796 789
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		542 576			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)		7 776			

Produits à recevoir

31/01/2022

Total des Produits à recevoir		57 325
Créances rattachées à des participations		685
267800 Interets courus	685	
AUTRES CREANCES		56 640
409810 Avoirs sur achats a recevoir	3 390	
409859 Bonis centrale a recevoir	53 250	

Charges à payer

31/01/2022

Total des Charges à payer		717 849
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 862
168840	Int.cour.s/emprunt etabl.credi	1 862
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		136
408200	Fournis fact. fgx non parvenue	136
Dettes fiscales et sociales		664 565
428200	Dettes prov pour cp nouvelle p	81 204
428210	Dettes prov pour cp ancienne p	59 377
428300	Dettes provisionnees 13eme moi	8 276
428610	Intéressement à payer	201 635
428640	Prime bilan au pers.a payer	117 500
438200	Charges soc. conges payes anc.	17 813
438210	Charges soc. conges payes nouv	24 361
438220	Ch. soc. a payer 13e mois	2 483
438601	Ch.soc.a payer primes de bilan	41 125
438640	Ch.soc. a payer f.p.c.	1 784
438646	Ch.soc. a payer eff. construct	8 029
438648	Ch. soc.a payer taxe apprentis	582
448620	Etat-charges a payer CVAE+CFE	33 389
448650	Etat-charges a payer TVS	185
448651	Etat-charges a payer taxe gde	59 377
448652	Etat-charges à payer ifa	438
448660	ETAT - COTISATION SOLIDARITE	6 504
448670	ETAT-TAXE PUBLICITE	504
Autres dettes		51 286
455800	Associés c/c interets courus	2 814
468603	Cap maintenance logiciels	700
468604	Cap maintenance caisses	2 129
468607	CAP Electricité	20 800
468612	Cap entretien	553
468619	Cap frais de repas	1 916
468620	Cap eau	875
468622	Cap honoraires	6 926
468623	Cap publicite	4 846
468628	Cap cotisations galec	3 330
468629	Cap cotisations acdlec	793
468632	CAP COTISATIONS UNILEC	4 431
468633	CAP GIE L COMMERCE	1 173

Charges constatées d'avance

31/01/2022

Charges constatées d'avances		71 809
Charges constatées d'avance - Exploitation		34 443
486150	C.c.a.maintenance materiel	10 121
486151	C.c.a.maintenance entretien	1 050
486152	C.c.a.maintenance caisses et a	
486153	C.c.a.maintenance logiciels	9 079
486154	C.c.a.maintenance mat.antivol	1 111
486155	CCA Médecine du travail	
486200	C.c.a primes d'assurance	6 880
486300	C.c.a.affichages permanents	5 712
486350	C.c.a abonnement telephone	
486353	C.c.a abonnement music	490
Charges constatées d'avance - Financières		37 366
486611	C.c.a.cotisations centrale / s	37 366

Produits constatés d'avance

31/01/2022

Produits constatés d'avance	
-----------------------------	--

Produits et Charges exceptionnels

31/01/2022

Total des produits exceptionnels		205 202
PRODUITS EXCEPTIONNELS DE GESTION		1 264
Produits exception exercices a	1 264	
PRODUITS EXCEPTIONNELS EN CAPITAL		203 938
Produit de cession d'immo corp	25 900	
Prod sur cessions d immob fina	178 038	
Total des charges exceptionnelles		43 198
CHARGES EXCEPTIONNELLES DE GESTION		11 716
Charges except exercices anter	11 716	
CHARGES EXCEPTIONNELLES EN CAPITAL		31 482
Valeurs comptables immos corpo	14 409	
veleurs comptables immos finan	17 074	
Résultat exceptionnel		162 004



Audit – Bureau de Quimperlé
15 rue Eric Tabarly

29300 Quimperlé

T : +33 (0)2 98 39 07 50

www.bakertilly.fr

AUDIERNE DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée au capital de 390 000 €

Siège social : Route de la Pointe du Raz

29770 AUDIERNE

RCS QUIMPER 788 266 450

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 janvier 2022

Copie Certifiée conforme à l'original :

Le Président :

Gilles METRIAU



AUDIERNE DISTRIBUTION

Société par actions simplifiée au capital de 390 000 euros
Siège social : Route de la Pointe du Raz
29770 AUDIERNE

RCS QUIMPER 788 266 450

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 janvier 2022

À l'Assemblée Générale de la société AUDIERNE DISTRIBUTION,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AUDIERNE DISTRIBUTION relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/02/2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes « Autres éléments significatifs de l'exercice » et « Événements postérieurs à la clôture de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant les impacts de la crise sanitaire de Covid-19 et du contexte international géopolitique sur l'activité et les comptes de votre société.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que votre société n'est pas en mesure de communiquer dans le rapport de gestion, les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce. En conséquence, nous ne pouvons en attester l'exactitude et la sincérité.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes

annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

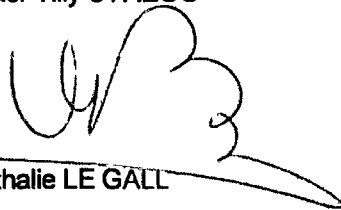
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Quimperlé, le 21 juin 2022

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO


Nathalie LE GALL

COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31/01/2022

Bilan Actif

		31/01/2022			31/01/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	64 455	54 223	10 232	
	Fonds commercial (1)	45 300		45 300	45 300
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	434 474		434 474	434 474
	Constructions	5 409 823	2 052 383	3 357 440	3 641 574
	Installations techniques, mat. et outillage Indus.	2 207 877	1 921 611	286 265	379 807
	Autres immobilisations corporelles	681 804	545 336	136 467	99 252
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	190 640		190 640	190 640
	Créances rattachées à des participations	183 130		183 130	162 337
	Autres titres immobilisés	233 304		233 304	248 389
	Prêts	7 259		7 259	7 259
	Autres immobilisations financières	1 856		1 856	1 856
TOTAL (II)		9 459 921	4 573 554	4 886 367	5 210 887
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	22 475		22 475	22 122
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	1 525 874	52 401	1 473 473	1 556 019
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	30 952	2 254	28 698	31 326
	Autres créances	334 602		334 602	313 291
COMPTES DE REGULARISATION	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	601 704		601 704	601 488
	DISPONIBILITES	519 408		519 408	196 222
	Charges constatées d'avance	71 809		71 809	73 022
	TOTAL (III)	3 106 823	54 655	3 052 168	2 793 490
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		12 566 744	4 628 209	7 938 535	8 004 377

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

192 245

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

		31/01/2022	31/01/2021
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	390 000	390 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	39 000	39 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	1 326 827	1 008 084
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	932 587	718 743
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	2 688 414	2 155 827
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 122 083	3 674 490
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	582 899	867 752
	Dettes fiscales et sociales	771 646	772 592
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	773 493	533 718
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	5 250 121	5 848 551
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	7 938 535	8 004 377
Total du bilan en centimes		7 938 535,20	8 004 377,20
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		2 673 213	2 730 830
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			11 693

Compte de Résultat 1/2

		31/01/2022		31/01/2021	
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	22 818 854		22 818 854	20 617 447
	Production vendue (Biens)	14 874		14 874	2 911
	Production vendue (Services et Travaux)	364 982		364 982	330 156
	Montant net du chiffre d'affaires	23 198 710		23 198 710	20 950 514
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation			17 736	17 622
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			48 524	34 239
	Autres produits			9 086	10 951
	Total des produits d'exploitation (1)			23 274 056	21 013 325
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			17 625 863	15 517 121
	Variation de stock			81 379	146 566
	Achats de matières et autres approvisionnements			37 450	32 418
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			1 315 857	1 314 375
	Impôts, taxes et versements assimilés			187 709	207 872
	Salaires et traitements			1 895 326	1 807 403
	Charges sociales du personnel			494 617	456 345
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			464 803	464 148
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations			54 655	48 524
- sur actif circulant					
Dotations aux provisions					
Autres charges			927	37	
Total des charges d'exploitation (2)			22 158 585	19 994 808	
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 115 471	1 018 517	

Compte de Résultat 2/2

		31/01/2022	31/01/2021
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 115 471	1 018 517
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	51 569	27 889
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		9
	Autres intérêts et produits assimilés (3)		
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 317	2 013
	Total des produits financiers	53 886	29 910
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	89 364	99 709
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières	89 364	99 709
RESULTAT FINANCIER		(35 478)	(69 799)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		1 079 992	948 718
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	1 264	36 004
	Sur opérations en capital	203 938	12 303
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	205 202	48 307
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	11 716	12 748
	Sur opérations en capital	31 482	
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	43 198	12 748
RESULTAT EXCEPTIONNEL		162 004	35 559
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES		309 409	265 534
TOTAL DES PRODUITS		23 533 144	21 091 542
TOTAL DES CHARGES		22 600 556	20 372 799
RESULTAT DE L'EXERCICE		932 587	718 743
Résultat de l'exercice en centimes		932 587,38	718 742,83
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2019 (PCG 2019).

Le PCG 2019 correspond au règlement ANC n°2014-03 du 05 juin 2014 modifié des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels figurant à l'actif font l'objet d'un amortissement linéaire sur 12 mois.

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

Fonds de commerce :

En application des dispositions du règlement ANC (Autorité des Normes Comptables) n°2015-06 sur les actifs incorporels, des tests de dépréciation ont été menés afin de s'assurer de la nécessité ou non de déprécier le fonds de commerce : aucune dépréciation n'a été détectée sur la valeur de ce fonds de commerce en raison du fait que sa valeur actuelle est supérieure à sa valeur nette comptable.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après ;
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque immobilisation corporelle.

Règles et Méthodes Comptables

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de ristournes au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les explications concernant ces engagements figurent dans la partie "Engagements hors bilan".
Les engagements de retraite ne font l'objet d'aucune provision comptable.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
- **Immobilisations financières** :
 - > Titres de participations : La société n'a pas opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées
 - > Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

Règles et Méthodes Comptables

ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

COVID19

En date du 30 Janvier 2020, l'OMS déclare une Urgence de Santé Publique de Portée Internationale (USPPI) après avoir confirmé, le 22 Janvier 2020, la transmission interhumaine du virus Covid-19.

Le 11 Mars 2020, l'OMS estime que la Covid-19 peut être qualifiée de pandémie mondiale.

Le 16 Mars 2020, le Gouvernement instaure un confinement général à compter du 17 Mars 2020 jusqu'au 11 Mai 2020.

L'état d'urgence sanitaire a été instauré sur l'ensemble du territoire national le 24 Mars 2020 avec la publication de la loi du 23 Mars 2020 pour faire face à la pandémie de la Covid-19. Il a été prolongé jusqu'au 10 Juillet 2020 par la loi du 11 Mai 2020.

L'état d'urgence sanitaire a été instauré à nouveau par la loi du 14 Octobre 2020 et prolongé jusqu'au 16 Février 2021 inclus par la loi du 15 Novembre 2020.

En date du 29 Octobre 2020, le Gouvernement a annoncé la mise en place d'un second confinement jusqu'au 27 Novembre 2020 inclus. Contrairement au premier confinement, cette fois les rayons dits "non essentiels" ont également dû être fermés pendant cette période.

Cet état d'urgence a encore une fois été prolongé jusqu'au 1er Juin 2021

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

L'activité et les résultats du nouvel exercice sont susceptibles d'être impactés :

- par l'amélioration de la situation sanitaire liée au contexte COVID,
- par la hausse des prix des matières premières et de l'énergie, liée au contexte COVID,
- par les fortes tensions inflationnistes, accentuées par le contexte international et géopolitique de début 2022.

Engagements hors bilan

DETTES ASSORTIES DE GARANTIES

CREDIT AGRICOLE (3 900 K €)

-Prêt à long terme en date du 10 octobre 2013 d'une durée de 15 ans
Montant à l'origine 3 900 000 €

Objet : Acquisition de l'immobilier
Garantie : Nantissement du fonds de commerce
Hypothèque non inscrite

Montant à la clôture 1 755 000 €

CREDIT AGRICOLE (1800 K €)

-Prêt à long terme en date du 10 Janvier 2017 d'une durée de 12 ans
Montant à l'origine 1 800 000 €

Objet : Extension et rénovation du magasin.
Garantie : Nantissement du fonds de commerce

Montant à la clôture 1 154 201 €

CREDIT AGRICOLE (400 K €)

-Prêt à moyen terme en date du 20 Juillet 2016 d'une durée de 6 ans
Montant à l'origine 400 000 €

Objet : Divers aménagement du magasin.
Garantie : Nantissement du fonds de commerce.

Montant à la clôture 98 519 €

Engagements pris en matière de retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, s'élève à : **172.168 euros**

Le montant n'est pas comptabilisé.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/01/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	96 180		13 576			109 755
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	96 180		13 576			109 755
CORPORELLES	Terrains	434 474					434 474
	Constructions sur sol propre	4 675 261					4 675 261
	sur sol d'autrui						
	instal. agenc. aménagement	712 163		22 400			734 563
	Instal. technique, matériel outillage industriels	2 195 975		11 902			2 207 877
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	138 980		99 500		57 379	181 101
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	499 097		1 605			500 702
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		8 655 950		135 407		57 379	8 733 977
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	352 976		20 793			373 770
	Autres titres immobilisés	248 389		1 989		17 074	233 304
	Prêts et autres immobilisations financières	9 115					9 115
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	610 480		22 782		17 074	616 189
TOTAL		9 362 609		171 765		74 453	9 459 921

Amortissements

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/01/2022
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	50 880	3 344		54 223
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 880	3 344		54 223
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui	1 499 382	236 538		1 735 920
instal. agencement aménagement	246 467	69 996		316 463
Instal technique, matériel outillage industriels	1 816 168	105 443		1 921 611
Autres Instal., agencement, aménagement divers				
Matériel de transport	93 263	25 028	42 971	75 320
Matériel de bureau, mobilier	445 563	24 453		470 016
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 100 843	461 459	42 971	4 519 331
TOTAL	4 151 722	464 803	42 971	4 573 554

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/01/2022
PROVISIONS REGLEMEENTES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	47 550	52 401	47 550	52 401
	Sur comptes clients	974	2 254	974	2 254
	Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION		48 524	54 655	48 524	54 655
TOTAL GENERAL		48 524	54 655	48 524	54 655
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			54 655	48 524	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/01/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	183 130	183 130	
	Prêts	7 259	7 259	
	Autres immobilisations financières	1 856	1 856	
	Clients douteux ou litigieux	3 137	3 137	
	Autres créances clients	27 815	27 815	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnelet comptes rattachés	1 552	1 552	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	333 051	333 051	
	Charges constatées d'avances	71 809	71 809	
TOTAL DES CREANCES		629 608	629 608	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/01/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	3 122 083	545 175	1 780 120	796 789
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	582 899	582 899		
	Personnelet comptes rattachés	469 429	469 429		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	151 840	151 840		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	46 938	46 938		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	103 440	103 440		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés	666 508	666 508		
	Autres dettes	106 985	106 985		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		5 250 121	2 673 213	1 780 120	796 789
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		542 576			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)		7 776			

Produits à recevoir

		31/01/2022
Total des Produits à recevoir		57 325
Créances rattachées à des participations		685
267800 Interets courus	685	
AUTRES CREANCES		56 640
409810 Avoirs sur achats a recevoir	3 390	
409859 Bons centrale a recevoir	53 250	

Charges à payer

		31/01/2022
Total des Charges à payer		717 849
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 862
168840	Int.cour.s/emprunt etabl.credi	1 862
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		136
408200	Fournis fact. fgx non parvenue	136
Dettes fiscales et sociales		664 565
428200	Dettes prov pour cp nouvelle p	81 204
428210	Dettes prov pour cp ancienne p	59 377
428300	Dettes provisionnees 13eme moi	8 276
428610	Intéressement à payer	201 635
428640	Prime bilan au pers.a payer	117 500
438200	Charges soc. conges payes anc.	17 813
438210	Charges soc. conges payes nouv	24 361
438220	Ch. soc. a payer 13e mois	2 483
438601	Ch.soc.a payer primes de bilan	41 125
438640	Ch.soc. a payer f.p.c.	1 784
438646	Ch.soc. a payer eff. construct	8 029
438648	Ch. soc.a payer taxe apprentis	582
448620	Etat-charges a payer CVAE+CFE	33 389
448650	Etat-charges a payer TVS	185
448651	Etat-charges a payer taxe gde	59 377
448652	Etat-charges à payer ifa	438
448660	ETAT - COTISATION SOLIDARITE	6 504
448670	ETAT-TAXE PUBLICITE	504
Autres dettes		51 286
455800	Associés c/c interets courus	2 814
468603	Cap maintenance logiciels	700
468604	Cap maintenance caisses	2 129
468607	CAP Electricité	20 800
468612	Cap entretien	553
468619	Cap frais de repas	1 916
468620	Cap eau	875
468622	Cap honoraires	6 926
468623	Cap publicité	4 846
468628	Cap cotisations galec	3 330
468629	Cap cotisations adlec	793
468632	CAP COTISATIONS UNILEC	4 431
468633	CAP GIE L COMMERCE	1 173

Charges constatées d'avance

31/01/2022

Charges constatées d'avances		71 809
Charges constatées d'avance - Exploitation		34 443
486150	C.c.a.maintenance materiel	10 121
486151	C.c.a.maintenance entretien	1 050
486152	C.c.a.maintenance caisses et a	
486153	C.c.a.maintenance logiciels	9 079
486154	C.c.a.maintenance mat.antivol	1 111
486155	CCA Médecine du travail	
486200	C.c.a primes d'assurance	6 880
486300	C.c.a.affichages permanents	5 712
486350	C.c.a abonnement telephone	
486353	C.c.a abonnement music	490
Charges constatées d'avance - Financières		37 366
486611	C.c.a.cotisations centrale / s	37 366

Produits constatés d'avance

31/01/2022

Produits constatés d'avance

Produits et Charges exceptionnels

		31/01/2022
Total des produits exceptionnels		205 202
PRODUITS EXCEPTIONNELS DE GESTION		1 264
Produits exception exercices a	1 264	
PRODUITS EXCEPTIONNELS EN CAPITAL		203 938
Produit de cession d'immo corp	25 900	
Prod sur cessions d immob fina	178 038	
Total des charges exceptionnelles		43 198
CHARGES EXCEPTIONNELLES DE GESTION		11 716
Charges except exercices anter	11 716	
CHARGES EXCEPTIONNELLES EN CAPITAL		31 482
Valeurs comptables immos corpo	14 409	
veleurs comptables immos finan	17 074	
Résultat exceptionnel		162 004